Déclaration FNEC FP *FO* 49
au CDEN du 24 novembre 2026

Monsieur le Préfet,
Madame la Présidente du Conseil Départemental,
Madame la Directrice Académique,
Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Depuis des semaines, les lycéens et les étudiants se mobilisent dans un mouvement social inédit contre le gouvernement, pour leurs conditions d'étude et de vie, pour leur avenir.

Notre organisation syndicale a soutenu dès le début ce mouvement, ses revendications rejoignent les nôtres. Nous les avons énoncés ici comme dans toutes les instances où nous siégeons depuis des années : à savoir, l'annulation des suppressions de postes et de classes, le recrutement de professeurs en nombre suffisant pour avoir des remplaçants et des classes allégées ; l'abrogation de Parcoursup, l'amélioration du bâti scolaire.

Nous constatons dans notre département que le **manque d'enseignants remplaçants** se fait déjà ressentir au niveau des écoles et ce, depuis plusieurs jours voire plusieurs semaines. Il est même demandé que plusieurs circonscriptions de réfléchir à quels enseignants remplaçants déjà en situation de remplacement à qui on demanderait de quitter leur poste pour assurer un remplacement sur une autre école !

Aussi, quand on apprend lors du bilan en CSA que les besoins sont couverts, on fait le constat inverse. Il serait donc préférable à minima d'accorder les demandes d'Inéat, les demandes d'intégration des enseignants dans le Maine et Loire, et, ce d'autant plus qu'il y a des enseignants qui ont déjà démissionné.

Les conditions de travail qui deviennent de plus en plus difficiles et **des missions qui s'ajoutent encore… c'est la réalité sur le terrain.**

On apprend qu'il faudra ajouter la passation de questionnaire contre les VSS en dehors de toute précaution et surtout alors que l*a protection des enfants ne se brade pas au nom des économies budgétaires. Si lutter contre les VSS est une priorité, le ministère doit en faire une priorité budgétaire. La FNEC FP-FO revendique le recrutement massif dès maintenant des personnels qualifiés que sont les assistants sociaux, les personnels infirmiers, les médecins et les PsyEN. La FNEC FP-FO a voté contre*

le décret mettant en place les questionnaires VSS. L'inquiétude est autant sur la forme que sur le fond et les risques de surtraumatisme compte tenu de la faiblesse actuelle des moyens tant dans les services de l'Éducation nationale que dans ceux de protection de la jeunesse.

Nous avons appris que certaines écoles et établissements scolaires doivent faire passer ce questionnaire bientôt. Nous demandons la suspension immédiate du déploiement du questionnaire VSS dans les écoles de l'académie de Nantes*. Nous avons écrit à Mr le recteur ce jour.*

Les lycéens et les étudiants revendiquent aussi le recrutement de personnels de santé pour l'éducation nationale : infirmières scolaires, médecins scolaires… Les revendications portées par les lycéens et les étudiants sont simples et chiffrées : 10 milliards d'euros. Le gouvernement ne leur a accordé que des miettes, et s'apprête à faire passer par 49-3 ou ordonnance un budget de guerre de 54 milliards d'euros de coupes budgétaires.

Lors des manifestations du 29 septembre, 6 octobre, 13 octobre, notre organisation, comme toutes les autres dans l'Education, et le 5 novembre, en interprofessionnel ont appelé à faire grève et à manifester pour la satisfaction de ces demandes, en soutien aux lycéens et aussi pour l'augmentation immédiate des salaires et des pensions, qui passe par le dégel immédiat du point d'indice. Et ensuite le 17 novembre, à nouveau nous étions dans la rue à l'appel des Unions départementales et des organisations de la Fonction Publique, FO, FSU, SUD, CGT.

La grève a été massive dans l'Education notamment lors de la journée du 5 novembre. Et tous les samedis, jeunes, salariés, retraités manifestent pour leur pouvoir d'achat et en soutien aux lycéens.

Face à ce mouvement massif, déterminé et populaire, le gouvernement de M. Macron a préféré jouer la carte du pourrissement, en mettant en place une répression inouïe contre les jeunes manifestants. 100 jeunes mutilés à vie, et des milliers de gardes à vue jamais vues dans ces proportions dans un mouvement social depuis les gilets jaunes : nous ne sommes pas en zone de guerre, nous sommes dans la France d'Emmanuel Macron.

Les associations de défense des droits de l'homme, l'ONU même s'inquiète de « ces pratiques de maintien de l'ordre ». Des journalistes, des syndicalistes ont été blessés sans raison. Le gouvernement préfère instrumentaliser les actes isolés de violences qui n'ont rien à voir avec les méthodes du mouvement social et désigner des boucs émissaires, chaque jour, quitte à calomnier sans vergogne, plutôt que répondre aux revendications légitimes.

Nous ne pouvons tout énumérer, mais que dire des déclarations fracassantes du premier ministre Lecornu à l'encontre des enseignants qui seraient complices des violences commises et à ces titres passibles de poursuites judiciaires, voire radiés ? Le journal le Monde a enquêté dernièrement

et a démontré que les preuves des accusations de « complicités » de violences portées par Matignon à l'encontre d'enseignants restent introuvables (article du 21 novembre) Mais peu importe, calomniez calomniez il en restera toujours quelque chose.

Le gouvernement est le seul responsable de la situation. Les lacrymos, les interdictions de manifester, les tirs à bout portant ou les arrestations massives n'ont pas suffi.

Dans notre département, comme vous l'a écrit Mme Lardeux Magali dans un courrier que je peux vous transmettre en main propre ce soir, « les sanctions systémiques et disproportionnées » de samedi dernier ont été mises en œuvre « pour empêcher la contestation de la politique d'Emmanuel Macron de destruction de nos conquêtes sociales et de nos conditions de vie ».

Vous avez ordonné de sanctionner les manifestants par des amendes, y compris les syndicalistes ? L'Union Départementale FO vous demande de lever toutes les sanctions contre les manifestants pacifistes, notamment contre Mr Vincent Jouanneau, syndicaliste FO du CHU. Nous demandons également l'arrêt de l'interdiction de manifester, des fouilles, des gazages qui ont des impacts importants sur la santé.

Concernant les lycéens, nous avons écrit à Mme la directrice académique pour dénoncer les exclusions de l'internat pour 20 élèves du lycée David d'Angers le 14 octobre dernier « parce qu'ils étaient absents en cours ». Ces décisions ont été prises en dehors du cadre réglementaire d'application de sanction. De même, il y a eu les 3 et 5 novembre l'exclusion de 2 élèves de l'internat pour le lycée Jean Moulin. La réponse reçue ce jeudi 19 novembre indique « une méprise », une décision prise dans l'urgence !

Ces réponses ne peuvent être satisfaisantes. Nous ne laisserons pas sanctionner les lycéens, qui sont nos élèves.

Pour des milliers de lycéens, l'heure est à la réunion des conseils de « discipline ». Cela fait suite au télégramme du 13 novembre, signé par le ministre de l'Intérieur et le ministre de l'Education nationale, adressé aux recteurs et directeurs de services, aux préfets, afin d'appliquer les plus sévères sanctions à l'encontre les lycéens qui ont osé réclamer de pouvoir étudier dans de bonnes conditions, ainsi qu'à l'encontre des personnels solidaires de leurs revendications. Les recteurs et directeurs académiques sont appelés à enjoindre les chefs d'établissement à réunir les membres des conseils de discipline.

Le gouvernement prépare un projet de décret, qui sera présenté lors du prochain Conseil supérieur de l'éducation le 26 novembre, et qui prévoit de substituer les Dasen, représentants du ministre, aux personnels de direction dans la convocation, la tenue et les décisions des conseils de

discipline. Ce projet est l'aveu implicite par Macron et Lecornu que leur stratégie répressive est rejetée. La FNEC FP-FO appelle les personnels, les parents à l'action commune pour faire annuler, empêcher la tenue de ces conseils de discipline. STOP à la répression ! Annulation de toutes les sanctions contre les élèves et personnels mobilisés ! L'ordre du jour de ce CDEN est totalement à l'image des raisons qui ont motivé le mouvement des lycéens : dans le 1er comme dans le 2 e degré le bilan de la rentrée est catastrophique : Les différents gouvernements successifs ont choisi de multiplier les attaques contre les élèves en situation de handicap et les conditions de travail des personnels. Il manque toujours plus de 30 000 places dans les établissements sociaux et médico-sociaux, la situation est plus que chaotique dans le département comme partout.

C'est pourquoi, notre fédération a organisé un rassemblement au ministère à Paris le 5 novembre contre cette politique pour exiger :

- la création des places nécessaires dans les ESMS !
- Le recrutement d'enseignants spécialisés !
- Un statut de fonctionnaire avec un temps plein de 24h pour les AESH !
- L'abandon des PAS et des PIAL !

Concernant le bâti scolaire les dotations votées par le conseil départemental sont l' application des budgets d'austérité des différents gouvernements.

Notre Fédération appelle avec l'ensemble des Fédérations syndicales de Fonctionnaires à nouveau à la grève mardi 1er décembre pour obtenir satisfaction sur les revendications, notamment le dégel du point d'indice pour tous les fonctionnaires, l'augmentation immédiate de 10% des traitements ! Nous ne lâcherons rien.